



COUP D'ÉTAT À TANA
LES DESSOUS DU COMLOT ORSTOM
Jacques CHARMES

Le journal « Le Monde » publiait cet été-là un feuilleton mémorable et sans doute prédestiné qui s'intitulait « Coup d'État à Westminster ». Je découpais soigneusement la page centrale du quotidien qui nous arrivait par paquet de 4 ou 5 et que le libraire me réservait. Mon intention était de lire ce polar de l'été, d'une seule traite, le lendemain de la dernière livraison. Je ne l'ai finalement jamais lu pour les raisons que l'on va voir. Mais si je rappelle ce fait, c'est parce que le feuilleton en question va jouer un rôle dans un autre feuilleton qui ne tenait pas du roman. Et puis, si un jour les historiens veulent dater précisément les faits qui vont être relatés, ils pourront toujours s'appuyer sur cet indice.

Car il me faut bien avouer que, si les faits que je vais narrer restent gravés dans ma mémoire, je suis dans l'expectative pour déterminer leur date exacte. Cela laisse perplexe le statisticien d'enquête que je suis devenu devant les efforts de mémoire demandés aux enquêtés pour des événements qu'ils ont sans doute plus de raisons d'oublier que ceux que j'allais vivre.

Si le problème de datation se pose et si le recours à un calendrier historique bien personnel (le feuilleton du Monde) s'impose, c'est parce que le « complot Orstom » dont il va être question, intervient forcément avant la révolution de 1972 qui devait déposer le président Philibert Tsiranana et porter au pouvoir le général Ramanantsoa. Or les premiers événements qui conduisirent à ces changements éclatèrent en mai 1972. Mais par ailleurs, en Août 1971, j'étais encore fraîchement débarqué de métropole puisque j'étais arrivé à Tananarive le 1er janvier 1971 et avais commencé mon « parcours initiatique ».

Donc août 71 semble bien tôt, et août 72 paraît en revanche bien tard. J'avoue que pour les besoins de l'écriture de ce texte, je ne suis pas allé consulter les archives du Monde.

Ce matin d'août, j'avais rejoint mon bureau de bon matin n'ayant eu qu'à traverser la route pour aller du Parc de l'Est au bâtiment des Sciences Humaines du Parc de Tsimbazaza, non sans avoir salué le crocodile toujours endormi et imperturbable ; nous n'étions donc pas un jeudi, jour où le gardien donnait au crocodile sa ration hebdomadaire au bout d'une

longue pique, ce qui avait pour résultat de provoquer un fantastique saut du saurien, pour la plus grande joie et terreur des enfants des écoles. Quant à la tortue de Galliéni, elle restait immobile et sereine dans le parc où l'avait placée le général, quatre-vingts ans auparavant.

Les bureaux des Sciences Humaines étaient situés en bas du Parc, au dessus des locaux de l'Académie Malgache et du Musée ethnographique : ils étaient quelque peu déserts à cette époque de l'année, mes collègues économistes étant notamment tous rentrés en France pour profiter de leur congés bien mérités après 20 mois de séjour.

C'est pourquoi lorsque le téléphone sonna et que j'entendis la voix du directeur du Centre, Paul de Boissezon « Ah ! Charmes, vous êtes là ! Vous pouvez monter tout de suite ! », je ne doutais pas un instant que ce fut en tant que chef (intérimaire et par défaut) de la section des économistes que j'étais ainsi appelé par le patron. Que l'on ne s'y méprenne pas cependant, je me cherchais une raison d'être ainsi appelé, il ne faut pas y voir une ambition naissante : après tout je n'étais que VSN, après avoir effectué ma 1ère année d'élève (tiens ! ce serait peut-être finalement le mois d'août 1972) et dans cette grande famille qu'était l'Orstom, on traitait bien les petits bleus comme roupie de sansonnet et quantité négligeable. Je me demandais donc quel était le motif de cet appel. Et j'escaladais rapidement la rocade plantée des cactus les plus divers, jetant au passage un coup d'œil aux lémurien, pour parvenir tout essoufflé à l'arrière du bâtiment central devenu aujourd'hui le siège du ministère de la Recherche.

Contournant le bâtiment, je débouchais sur le devant de l'entrée principale où deux camions de la gendarmerie (mais peut-être n'y en avait-il qu'un ?) étaient garés, un nombre impressionnant de gendarmes attendant debout, l'arme au pied, des ordres encore à venir. Deux gendarmes encadraient l'escalier et deux autres étaient debout de chaque côté de la porte donnant accès au bureau du Directeur.

Sans doute un peu interloqué, je frappais à la porte (alors que j'aurais dû passer par le secrétariat) et j'entrais. De Boissezon et un gradé, accompagné de son ordonnance, étaient debout près de la porte.

- « Ah, Charmes ! Vous voilà ! Je vous présente le commandant Ratsimandrava, commandant de la gendarmerie, qui a quelques mots à vous dire ».

Je crois bien qu'alors j'ai tendu la main au commandant et qu'elle resta en suspens, ne sachant bêtement que faire puisqu'elle ne rencontra pas son homologue.

Tout cela s'était passé fort rapidement, je n'avais guère eu le temps de m'interroger sur ce qui pouvait bien se passer et ce n'est que lorsque j'entendis la voix du commandant que je réalisais la gravité de la situation.

- « Je suis chargé d'une enquête sur un complot contre la sécurité de l'État et dans le cadre de la commission rogatoire que voici, je vais devoir perquisitionner dans votre bureau et à votre domicile car votre nom a été trouvé sur des documents saisis chez des personnes suspectes qui ont été arrêtées. »

C'est dans ces occasions là que l'on comprend le sens d'expressions telles que « sentir le sol se dérober sous ses pieds » ou encore « avoir les jambes en coton ». Cela ne dura qu'un instant. Finalement des expressions telles que « en avoir le souffle coupé » s'appliquent moins bien car je me vois encore écartant les bras du long du corps et répondant : « Eh bien ! Allons-y ! ».

Les deux gendarmes en faction à la porte m'encadrèrent et nous redescendîmes la rocade jusqu'au bâtiment des Sciences Humaines. Le Centre Orstom avait soudain une allure bien étrange : je me fis la remarque qu'il était bien étonnant que je n'aie vu aucun collègue dans les couloirs du hall du bâtiment central et que le parc fût si désert. Mais il est vrai que la présence d'escouades de gendarmes n'incline pas aux discussions sur le pas de la porte des bureaux ou devant les cages aux lémuriens. Lorsque nous arrivâmes en bas, d'autres gendarmes s'y trouvaient déjà et tout ce monde monta à l'étage jusqu'à mon bureau.

C'était une pièce que je partageais avec Emmanuel Fauroux, en congé en France, avec deux grands bureaux métalliques et une paillasse le long de la fenêtre.

Trois ou quatre gendarmes se mirent à s'activer, ouvrant les tiroirs et les dossiers, feuilletant page à page les volumineux manuscrits dont seuls de jeunes chercheurs, comme nous l'étions alors Emmanuel et moi, pouvaient se rendre coupables, écoutant les bandes magnétiques des entretiens réalisés avec les paysans du village d'Antanimasaka où j'avais passé mes 6 premiers mois de terrain.

Tout cela proprement et poliment, pas du tout comme dans les films où tout est mis sens dessus dessous. Mais au peigne fin. Il n'y avait évidemment rien à cacher, mais je dois dire que j'étais assez étonné du sérieux et du professionnalisme avec lesquels cette perquisition fut effectuée.

Une erreur fut cependant commise puisque je pus sortir du bureau et faire quelques pas dans le couloir où je tombais nez à nez avec Jean Michel Filliot. Historien de la traite des esclaves et des pirates dans les Mascareignes, Filliot était un sympathique et avenant collègue qui, dans le souvenir que j'en ai gardé, ne semblait pas afficher d'opinions politiques très marquées, ce qui, dans le contexte des Sciences Humaines de l'Orstom-Tana de ces années-là, apparaissait sinon comme hautement suspect, du moins comme rédhibitoire et mal venu.

Il tombait bien, Filliot, ce matin-là. Et dans ce moment où tous semblaient étrangement absents, je n'ergotais pas sur le point de savoir si mon collègue de rencontre et de fortune était « politiquement correct ». Il était opportunément là et c'était bien suffisant. En quelques secondes, je lui exposais la situation dans laquelle je me trouvais bien malgré moi et je lui demandais d'aller prévenir Nicole de ce qui se passait et de débarrasser les étagères de ma bibliothèque des œuvres de Marx, Lénine et autres Mao qui s'y trouvaient. Car ces auteurs, dont je ne m'étais pas résolu à me défaire, étaient alors interdits à Madagascar. On prétend même qu'un avis de recherche avait été lancé à l'encontre d'un certain Engels.

Tout cela n'avait duré qu'un bref instant et tandis que Filliot s'éloignait, emportant mes espoirs de ne pas voir s'aggraver mon cas, je rejoignis mes gendarmes qui s'activaient toujours et venaient de faire une découverte où il était question d'explosifs.

Deux d'entre eux discutaient à voix forte, l'un tenant dans sa main une feuille manuscrite où je reconnus l'écriture si minutieuse et si lisible d'Emmanuel Fauroux. M'approchant d'eux, je m'aperçus qu'ils avaient ouvert le manuscrit de la monographie du village de Ambohidranandriana, dont Emmanuel venait de boucler la rédaction, et qui était en voie de publication puisque c'est ce rapport qui allait lui permettre de terminer son stage et de passer brillamment chargé de recherche titulaire. Sur la page extraite, le titre d'une section se détachait, bien souligné : « Section II : Les partis politiques d'opposition au village ». Et en marge, au stylo rouge, d'une autre écriture que je reconnus aussitôt comme celle de Patrice Roederer, prédécesseur de Paul De Boissezon (lequel venait donc juste de prendre ses fonctions, le malheureux !) : « Explosif ! Ne pas diffuser ! ».

Manifestement, le ton de la conversation qui s'était engagée entre les deux gendarmes ne laissait aucun doute sur l'idée qu'ils se faisaient de l'importance de la découverte qu'ils venaient de faire. Quelques instants plus tard, ils mettaient d'ailleurs la main sur les stencils correspondants de ce texte qui restera dans les Annales de l'Orstom et dans le Mémoire de Titres et Travaux de l'intéressé sous le titre : « Les transformations d'une communauté villageoise malgache : Ambohidranandriana (Vakinankaratra).

Les lecteurs intéressés pourront toujours chercher à vérifier si la page incriminée a bel et bien disparu et décideront s'il faut s'en prendre à la censure ou à la simple conséquence des événements intervenus avant la publication, car le fait est que la page manuscrite et le stencil correspondant furent saisis comme pièces à conviction.

Ayant fait cette découverte, que je tentais vainement de minimiser en précisant qu'il s'agissait d'un rapport tout à fait ordinaire et officiel, les gendarmes considérèrent soudainement qu'ils en avaient terminé avec la perquisition du bureau.

Entouré de mon impressionnante escorte, car nous avions entre temps été rejoints par deux autres gendarmes qui avaient vérifié les caractères de frappe de la machine à écrire de la bibliothèque, contiguë à mon bureau, je m'enga-

geais dans le couloir vers la sortie. Jacques Lombard, qui arrivait à son bureau, s'effaça pour nous laisser passer, se triturant la moustache de perplexité, l'œil interrogateur. Il devait se demander si après tout je n'étais pas un plus dangereux agitateur que j'en avais l'air : quelques mois auparavant, quelques jours après mon arrivée sur la grande Île, n'avais-je pas au beau milieu d'un déjeuner chez lui, entre collègues, sorti de ma poche les coordonnées d'une personne qu'une de mes connaissances à Paris (le président de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France) m'avait conseillé de contacter. Avec un accent déplorable et avec hésitation, j'énonçais alors le nom de Monja Jaona, symbole de l'opposition au régime de Tsiranana, que tout intellectuel qui se respectait ne pouvait que rêver d'approcher ou de faire la connaissance ! Relevant les yeux du papier que je lisais, je n'avais pu que constater le léger décrochage des mâchoires et l'écarquillement des yeux des convives avant que l'on passe à un autre sujet de conversation. Par la fenêtre de son bureau, Jacques Lombard, sans doute dans cet état d'esprit, me regarda monter dans la Jeep des gendarmes et m'éloigner vers la sortie du parc de Tsimbazaza.

Nous nous engageâmes dans le Parc de l'Est où deux immeubles abritaient une quinzaine ou une vingtaine de familles d'orstomiens. Les nouvelles avaient déjà dû s'y répandre car je remarquais plusieurs rideaux s'écarter puis retomber rapidement à notre arrivée.

Nous montâmes au second étage où Nicole vint nous ouvrir. Elle avait déjà été mise au courant par Jean-Michel Filliot qui était passé et avait emporté une valise de livres, ce dont elle m'informa à demi-mot car nous n'échangeâmes presque aucune parole, nous interrogeant des yeux. Nous nous occupâmes à suivre le manège des gendarmes : sitôt parvenus dans la salle de séjour, ceux-ci avaient eu l'attention attirée par une pile de coupures de journaux, bien rangée sur la cheminée. Le « Coup d'État à Westminster » fit ainsi ses premières victimes car il n'échappa pas à nos perquisiteurs que les lecteurs de tels morceaux choisis ne pouvaient être que des suspects. Le feuilleton — que je n'ai ainsi jamais eu la chance de lire — rejoignit bientôt le manuscrit et le stencil de Fauroux dans la besace des pièces à conviction.

Sur la table basse de la salle de séjour, tout le courrier des derniers mois se trouvait pêle-mêle dans une poterie de terre cuite. Les deux gendarmes consacrèrent alors leurs investigations à dépouiller et éplucher systématiquement toutes ces lettres qui ne contenaient que des nouvelles personnelles et familiales. Jusqu'à ce qu'ils tombent sur une lettre du petit frère de Nicole qui, à l'occasion de notre anniversaire de mariage, lui avait envoyé une gentille missive comme savent en écrire les jeunes enfants, sur l'enveloppe de laquelle était marqué l'avertissement : « A n'ouvrir que le 24 juillet ». Pour ajouter encore à la suspicion des gendarmes, il avait joint à sa lettre une clé plate qui était censée représenter un symbole dont je n'ai pas gardé le souvenir. En fait de symbole, la situation dans laquelle nous nous trouvions risquait de transformer ces enfantillages en dangereuses preuves de culpabilité. Seule l'écriture enfantine de la lettre fit hésiter les gendarmes à verser cette nouvelle pièce au dossier de l'enquête. Du coup leur ardeur à trouver des lettres compromettantes redoubla, mais ils en furent pour leur frais puisqu'il n'y avait rien à trouver.

L'inspection de la salle de séjour terminée, nous passâmes dans les chambres. Parvenu sur le seuil de la chambre d'amis, je m'aperçus tout de suite que Jean-Michel Filliot n'avait fait qu'un ménage incomplet : sa culture marxiste lacunaire lui avait fait oublier les deux tomes des « Grundrisse » dont le rouge pétard attirait d'autant plus l'œil que leur épaisseur était consistante. Certes les 10 tomes du « Capital » et les autres classiques avaient bien pris le chemin d'une cache encore inconnue, mais cet oubli était un quitte ou double : ou bien le titre barbare de ces ouvrages rebutait les gendarmes et nous étions sauvés, ou bien ils retiraient les livres de l'étagère et alors le visage, reconnaissable entre tous par sa barbe, de Karl Marx apparaissait sur la page de couverture et nous transformait en coupables.

Fort heureusement l'inspection de la bibliothèque fut extrêmement rapide : il était manifeste que ce n'était pas là ce qu'ils cherchaient, mais bien plutôt les documents et lettres manuscrits. Les autres pièces de l'appartement ayant été promptement passées en revue, il fut mis un terme à

la perquisition et je repartis avec mes deux gendarmes vers une destination non précisée. La Jeep s'ébranla et tandis que je me retournais pour faire signe à Nicole qui m'observait de la fenêtre, je perçus des mouvements de rideaux, encore plus nombreux qu'à l'arrivée. Puis je regardais le faite des immenses eucalyptus qui n'avaient pas encore été abattus par le cyclone Eugénie, comme si je réalisais, pour la première fois, leur majesté.

Ce qui permit de garder mon calme fut précisément que je ne réfléchissais pas à l'instant à venir, mais simplement à l'instant présent.

Quelle direction prenions-nous ? Comme le conducteur est brusque, ou bien les Jeeps qui sont-elles si inconfortables ? Il n'y a pas grande circulation à cette heure-ci de l'après-midi. Tiens Cremers n'est pas chez lui, sa voiture n'est pas garée à sa place habituelle...

Le trajet ne fut pas bien long : ayant remonté la rue qui longeait le parc de Tsimbazaza, nous tournâmes sur la droite pour nous engager dans la « tranchée de la mort », ainsi appelée je crois parce que plusieurs ouvriers y avaient perdu la vie lors de sa percée. A mi-pente, la Jeep entra dans une caserne de gendarmerie. Nous descendîmes et les deux gendarmes me conduisirent dans une petite pièce assez sombre où l'on me fit asseoir sur une chaise en bois inconfortable, devant un bureau vide, une lampe braquée sur moi. Je continuais à ne penser à rien. Au bout d'un moment dont je ne saurais dire exactement la durée, un gendarme que je n'avais encore jamais vu arriva avec une machine à écrire sous le bras, qu'il plaça sur la table. Consciencieusement, il étala une feuille blanche sur celle-ci, plaça un carbone par dessus, puis une autre feuille blanche, et ainsi plusieurs fois ; puis après avoir bien mis en place toutes les feuilles et les carbones en les calant entre ses deux mains et en les faisant taper délicatement sur la table, il installa le tout dans la machine. Tout cela sans me regarder, tout à son affaire. Un autre gendarme apporta un dossier qu'ouvrit celui qui s'était assis derrière le bureau. Le manuscrit et le stencil du rapport de Fauoux apparurent, mais le feuilleton du Monde avait disparu. Sans doute des gradés dans les coulisses avaient-ils fait le tri. Le

gendarme me tendit le manuscrit et me demanda si je reconnaissais ce document et ce qu'il représentait. Je remarquais que la page manuscrite s'était ornée de plusieurs taches de gras, preuve qu'elle avait dû circuler déjà entre de nombreuses mains. Je dis ce qui était, à savoir que ces documents saisis dans mon bureau étaient des parties du rapport de stage d'Emmanuel Fauroux. C'est quelque douze ans plus tard que j'appris par hasard, en racontant cette histoire à Emmanuel que je n'avais pas revu depuis 1974, que des amis bien intentionnés et dont la seule source d'information ne pouvait être que ce que j'en avais dit (puisque je fus le seul étranger impliqué dans cette affaire, et le seul témoin de ce qui m'arriva en dehors des quelques personnes que j'ai citées et qui me croisèrent en certains moments de cette mémorable journée) m'accusèrent de m'être tiré de cette sale affaire en chargeant mon brave et innocent voisin de bureau.

Après m'avoir interrogé, le gendarme me demanda de décliner mon identité et, armé de ses deux index, se mit à taper laborieusement une déposition qu'il me lisait au fur et à mesure qu'il tapait. Cela prit un certain temps. La scène était digne d'un film policier : la machine à écrire antédiluvienne et la frappe hésitante du gendarme, la lampe, l'obscurité du lieu avec la nuit qui tombait. Et un suspense auquel je ne pensais toujours pas. Le gendarme tira brusquement les feuillets de la machine, enleva les carbones et me demanda de signer le premier feuillet. Ce que je fis. Il me dit alors : « Vous pouvez rentrer chez vous ».

Je me retrouvais alors à la porte de la caserne. J'aurais bien repris la Jeep pour rentrer mais évidemment cela ne m'avait pas été proposé. La nuit était noire lorsque j'arrivais au Parc de l'Est.

Une journée entière s'était passée et il me semblait qu'elle n'avait été que très courte et fugitive. Vingt trois ans plus tard, il m'apparaît encore que tout cela n'avait duré que quelques brèves heures, ce qui est bien contraire au sens commun puisque de tels moments sont censés se dérouler avec une lenteur funeste et éprouvante.

C'est sans doute Nicole qui en éprouva le lent déroulement, ponctué de plusieurs visites :

- il y eut d'abord Jean-Michel Filliot, chargeant en hâte une valise de livres et délivrant des explications forcément succinctes et donc inquiétantes, puis la perquisition,

- puis le Directeur du Centre, Paul de Boissezon qui, arrivé en toute hâte, et apprenant que j'avais été emmené par les gendarmes, décida de partir à ma recherche dans tous les commissariats de la ville. Tellement inquiet qu'il fallut que Nicole le retienne par la manche pour lui demander ce qui se passait. Mais aussi plein de bonne volonté et de son sens des responsabilités,

- il y eut ceux qui vinrent pour déménager leur lot de livres,

- il y eut ceux qui ne vinrent pas, ou qui nous firent savoir que les invitations auxquelles ils nous avaient conviés ne tenaient plus,

- il y eut ceux qui se voulurent rassurants tout en étant maladroits : « Tu sais, dans ces pays, on risque de le torturer, alors viens plutôt passer le week-end loin de la capitale ! » Ce qui, évidemment, paniqua Nicole. Mais curieusement, avec le recul des années, elle en est venue à considérer que ce fut la seule invitation faite de bon cœur qu'elle reçut lors de cette journée d'angoisse, et qu'après tout, c'était une proposition de protection et une solution d'attente.

Comme il était tard, que plus personne ne se manifestait et que les invitations avaient été décommandées, nous partîmes dîner au Relais Normand où quelques cuisses de grenouilles, spécialité du patron, nous ragaidirent.

ÉPILOGUE

Les investigations menées sur la machine à écrire de la documentation reprirent dès le lendemain, pour la plus grande inquiétude du bibliothécaire, qui s'appelait Raymond je crois ; celui-ci dû taper plusieurs fois le texte d'un tract dont les « o » et les « e » étaient légèrement surélevés par rapport aux autres lettres, et le « n » légèrement plus bas. Il apparaissait ainsi évident que c'était bien cette machine qui avait servi à dactylographier un tract appelant à la sédition.

Un coup d'État semblait bien se préparer. Et si, à travers moi, l'Orstom se trouvait impliqué dans un complot, nous en sûmes les raisons très rapidement. Du temps où il était encore à Madagascar, l'un de mes collègues économistes, Gérard Roy (rentré depuis en France, définitivement) avait donné, avec son assistant Régis Rakotonirina, des cours de sociologie à l'Académie Militaire d'Antsirabe, qui formait les officiers supérieurs. Pour tout dire, Marx et Mao étaient au programme. Et il semble qu'après le départ de Gérard Roy, Régis ait entrepris des démarches auprès de diverses garnisons de l'Île où se trouvaient en poste leurs anciens élèves. Ayant été repéré et suivi par la gendarmerie, une cache découverte à Antsirabe où il enfouissait dans un trou au pied d'un arbre le courrier qu'il recevait, il fut un beau jour arrêté et le courrier saisi. Les gendarmes y découvrirent une lettre où mon nom et celui de l'Orstom étaient cités. Et de fondre aussitôt sur l'Orstom.

Dans cette lettre, Gérard Roy expliquait à Régis que s'il voulait rester à l'Orstom après son départ, il fallait qu'il travaille avec Jacques Charmes plutôt qu'avec Alain Bernard car il avait les mêmes idées et les mêmes méthodes de travail.

Parfois le destin ne tient qu'à un détail infime, mais un fil ténu peut aussi bien l'empêcher de prendre un tour dramatique. Pour moi, le détail qui faillit être fatal, ce furent les discussions gratuites (mais que nous considérions comme capitales et susceptibles de faire bouger le monde) que j'avais entretenues avec mes collègues, et Gérard Roy en particulier, encore que je n'aie pas

eu l'occasion de vraiment bien le connaître. En fait, l'estime réciproque que nous nous portions était due à nos « réputations » respectives. La mienne — celle d'un marxiste pur et dur, citant les grands auteurs en toutes occasions — m'avait précédée à Madagascar ainsi que n'avait pas manqué de me le rappeler Patrice Roederer, chef de centre à l'époque, le jour de mon arrivée.

Mais d'autres fils, ténus et invisibles, peuvent faire obliquer le destin tout aussi bien. Le problème est qu'on ne connaît pas leur résistance, ni même leur existence, ce qui fait que l'on vit dramatiquement le déroulement des événements dont on ne sait encore ni comment ni pourquoi ils vont prendre un autre tour.

Si j'avais pu tranquillement rentrer chez moi ce jour-là, c'était tout simplement parce que le commandant Ratsimandrava, commandant de la gendarmerie, chargé de l'enquête sur ce complot contre la sécurité de l'État, était en réalité l'âme, le chef du complot. De ce fait, les risques encourus étaient sans doute moins grands : toutefois la nécessité pour lui de monter en épingle un « complot Orstom », dont tous les journaux malgaches parlèrent pendant plusieurs semaines, aurait bien pu nécessiter l'existence d'un bouc émissaire qui ne fût pas seulement une institution. Au fond, Ratsimandrava était sans doute un homme bon, et puis il savait aussi peut-être jusqu'où il pouvait ne pas aller trop loin.

Lorsque le règne de Tsiranana fut consommé, que le chef d'état-major, le général Ramanantsoa, chargé des pleins pouvoirs pour rétablir un ordre que les manifestations et la répression sanglante de mai 1972 avaient passablement compromis, décida d'évincer Tsiranana et de former un comité militaire qui prit finalement le pouvoir, le commandant Ratsimandrava, devenu colonel, fut nommé Ministre de l'Intérieur. Il me chargea, avec une sociologue malgache, Suzy Ramamonjisoa, d'entreprendre une étude sur la réforme des collectivités rurales, les fokonolona, ce qui donna lieu à la signature d'un accord en bonne et due forme entre l'Orstom et le ministère de l'Intérieur. Ce travail était en cours lorsque, en janvier 1974, l'Orstom décida de rapatrier la quasi-totalité de ses chercheurs. Je me souviens encore de ce jour de décembre

1973 où Guy Camus, directeur général d'alors, en visite à Tananarive, et nous ayant réuni à la bibliothèque centrale, se tourna brusquement vers moi alors qu'il était en train de parler de la nécessité pour l'Orstom de plier bagages et me dit : « Charmes, vous n'avez pas envie de passer Noël en famille ! » Je n'ai jamais su comment il avait pu m'identifier alors que nous ne nous étions jamais rencontrés et qu'au demeurant il était myope. Je n'ai jamais su non plus s'il fallait y voir une allusion, sur le mode de la dérision, à ce Noël que j'avais réussi à passer en famille, lors de ma décision d'affectation.

Je fus tout de même le premier à partir, le 24 janvier 1974. Le cœur n'y était plus.

Quant à Ratsimandrava, il prit la tête du Comité Militaire lorsque le général Ramanantsoa, qui était arrivé au pouvoir à son corps défendant, se désengagea. Il fut assassiné une quinzaine de jours plus tard et le capitaine de corvette Didier Ratsiraka prit le pouvoir pour y rester près de 18 ans.

Pour la petite histoire et l'édification de la jeunesse, et afin d'apporter une contribution à la théorie de la réalité des faits, des idées et de la nature humaine, il est utile que j'apporte encore les quelques précisions suivantes :

- Les communications à longue distance (le « téléphone arabe » en d'autres termes) transpirent à radio-couloirs du siège de l'Orstom, rue Bayard à Paris, que la police avait découvert chez moi une malle d'explosifs et de tracts. Le poids des mots : c'est le terme « explosif » écrit par Patrice Roederer en marge du manuscrit de Fauroux qui fut à l'origine de cette fantastique déformation qui met quelque peu à mal l'objectivité des chercheurs et l'indispensable vérification des données collectées ! Avec un tel motif d'inculpation pour sûr l'on ne donnait pas cher de ma peau. A tout le moins aurait-on pu comprendre que je me sois défaussé de cette pierre chaude sur le malheureux innocent qu'était Fauroux. On me le reprocha plutôt et l'on sait ce qu'il en est. Parfois je m'interroge sur ce qui aurait pu advenir si ce fil ténu que constitua la lecture attentive par un chef de centre du manuscrit d'un jeune chercheur avait fait défaut.

- Jean-Michel Filliot, se retrouvant avec une valise bien encombrante à la main, s'était finalement résolu à la confier à l'un de ses amis, comptable à la Compagnie Marseillaise de Madagascar qui ne trouva rien de mieux que de la placer dans le coffre-fort de la Compagnie. Et c'est ainsi que les œuvres immortelles de Marx, Engels, Lénine et Mao passèrent quelques semaines de villégiature dans le saint des saints de cette compagnie capitaliste et néo coloniale par excellence. Son honorable fondateur, ainsi que Marx, Engels et Lénine s'en sont sans doute retournés dans leurs tombes : c'était bien le moins que pouvait obtenir d'eux un pays comme Madagascar ou les fêtes de retournement des morts sont une façon d'honorer les ancêtres et ont une telle importance ! Mao, lui, était encore bien vivant.

Après plusieurs semaines passées dans cet endroit inattendu, les livres finirent par devenir encombrants et le comptable considéra qu'il était temps de restituer à l'argent l'espace pris par la théorie de la valeur. C'est ainsi que je me retrouvais un jour, avec Jacques Lombard, à transporter cette valise ainsi qu'une autre remplie des ouvrages subtilisés à la perquisition par Jacques Lombard et Bernard Schlemmer (il y en avait donc tant que cela !). Quelques baba-cools de ses amis (à l'époque on disait encore hippies) étaient susceptibles d'accepter de les entreposer chez eux en attendant que la tempête se fut complètement apaisée : ce qu'ils firent effectivement.

La tempête du complot Orstom s'étant calmée, une autre prit le relais qui allait emporter Tsiranana. Un jour de cette nouvelle période, et alors que Jacques Lombard prenait le café chez nous, nous vîmes débarquer un de nos collègues à la recherche de la recette du cocktail Molotov. C'est dire l'agitation qui régnait dans le Landerneau. A ceux qui ne le savent pas, je peux tout de suite préciser que cette recette ne se trouve pas dans l'Encyclopedia Universalis, ni à cocktail, ni à Molotov. C'est chez les baba-cools que nous allâmes nous en enquérir : ils ne purent nous éclairer, mais en profitèrent pour nous rendre mes valises, et la moisson de livres réintégra ses étagères.

J'ajouterai que, n'étant pas titulaire à l'époque, je ne fus pourtant jamais inquiété pour cette affaire. C'est pour des faits bien plus mineurs que je faillis perdre ma place un an plus tard. Mais c'est là une autre histoire !

Tire une morale ou des leçons de cette édifiante histoire qui pourra ! Pour ce qui me concerne ce fut le commencement de la fin d'un manichéisme matérialiste et dialectique issu de mai 1968 et le début d'un doute méthodique. L'essentiel est de rester soi-même en toutes circonstances.

Et pour mettre un point final à ce récit, faisons à nouveau entrer en scène Paul de Boissezon.

Nous sommes en 1986, 15 ans plus tard. Je n'avais jamais revu l'ancien directeur du Centre Orstom de Tananarive qui m'avait recherché dans tous les commissariats de la ville. Nous nous retrouvâmes par hasard lors d'un pot de nouvel an, rue La Fayette, une coupe de champagne dans une main et un petit four dans l'autre. Nous nous remémorâmes quelques souvenirs et l'on peut facilement deviner lesquels. Et Paul de Boissezon (Max pour les intimes, c'est-à-dire ses collègues pédologues) eût cette phrase admirable (ou incroyable ?), prononcée avec cette expression qu'on lui connaît et qui lui donne l'air hautain alors qu'elle n'est due qu'au mégot qu'il coince à la commissure des lèvres et qui l'oblige à relever la tête pour que la fumée ne le fasse pas ciller : « Mais, Charmes, finalement, vous étiez dans le coup ou non ? »

FIN